AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

Le patronat veut plus

Le Forum des chefs d'entreprises a présenté, hier, son rapport d'évaluation semestriel de l'Indice du forum pour la performance de l'entreprise (IFPE40). Le FCE estime que le climat des affaires a connu une légère éclaircie à la faveur des mesures prises par les pouvoirs publics au cours des six derniers mois.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le climat des affaires s'est légèrement amélioré au cours des six derniers mois. C'est la conclusion annoncée par le Forum des chefs d'entreprises en rendant public, hier, le premier rapport semestriel du l'Indice du forum pour la performance de l'entreprise. Lancé le 24 janvier 2011, l'IFPE40 prend en compte quarante «obstacles» législatifs, réglementaires et administratifs, qui entravent les activités du monde de l'entreprise. Selon Mouloud Hedir, chef du projet IFPE40, il a été constaté une évolution positive au niveau de huit thèmes. Ainsi, la première évolution consiste en la levée, par la Banque d'Algérie, de l'obligation de contrôle technique sur les marchandises importées. «L'annulation de cette mesure bureaucratique paralysante a permis de gagner 10 points sur l'indice global», a souligné Mouloud Hedir.

Autres avancées signalées : l'assouplissement du recours au crédit documentaire, la simplification du processus d'accès au foncier industriel et la mise en place d'une solution temporaire devant permettre aux producteurs de pâtes alimentaires de reprendre les opérations d'exportation.

La dépénalisation de l'acte de gestion, introduit à la faveur de l'amendement du code pénal, a, elle aussi, eu un effet sur l'indice du FCE. Mais l'organisation patronale reste réaliste. La non-publication du code pénal amendé fait que des gestionnaires d'entreprises publiques vivent «avec l'épée de Damoclès sur la tête».

Le dialogue pouvoirs publics-patronat, qui a connu une certaine détente, participe, lui aussi, à apaiser le climat des affaires.

«Depuis la rencontre tripartite du 8 mai 2011, tenue sur orientation du président de la République, il semble qu'une volonté nouvelle de dialogue soit perceptible de la part des autorités publiques. De manière générale, les voies et moyens d'améliorer un climat des affaires fortement dégradé sont à l'ordre du jour de ce dialogue qui vient d'être engagé. L'idée que les entrepreneurs soient effectivement associés aux questions touchant leur environnement économique fait ainsi lentement son chemin.

Photo : Samir Sid

Réda Hamiani, président du FCE.

Il faudra, néanmoins, attendre les mois prochains pour mesurer réellement les progrès éventuels qui pourront être accomplis dans cette direction», considère le Forum des chefs d'entreprises. Au final, les 8 thèmes «positifs» ont permis de retrancher 28 points des 400 points négatifs pris comme référence lors du lancement de l'IFPE40. Il reste donc beaucoup à faire.

D'importantes contraintes doivent encore être levées dans chacun des sept volets de référence de l'Indice du forum pour la performance de l'entreprise, à savoir le commerce, les finances et les banques, l'industrie, l'exportation, l'investissement, le droit économique et les relations entre les pouvoirs publics et le patronat.

T. H.

REDHA HAMIANI À PROPOS DE LA PROCHAINE TRIPARTITE :

«L'occasion de défendre le point de vue de l'entreprise»

Le président du Forum des chefs d'entreprises a déclaré, hier, que la prochaine réunion de la tripartite (gouvernement, syndicat et patronat) sera l'occasion de «défendre le point de vue de l'entreprise».

Rédha Hamiani, qui s'attend à ce que l'ordre du jour de cette rencontre soit à «fort contenu social», compte présenter une vision réaliste de la situation actuelle des entreprises algériennes. «Nous comprenons le bien-fondé des revendications de l'UGTA pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens, mais beaucoup d'entreprises ne pourront pas supporter le surcoût des charges qui sera le résultat d'une augmentation sensible des salaires des travailleurs», a-t-il souligné. Mais d'après Rédha Hamiani, le gouvernement n'a toujours pas adressé d'invitation officielle au FCE pour qu'il prenne part à cette réunion qui doit débuter le 29 septembre. Notons que le Forum des chefs d'entreprises n'a pris part qu'à une seule session de la tripartite.

T. H.

LOUISA HANOUNE À PROPOS DES RÉFORMES POLITIQUES :

«L'ouverture politique doit être sans conditions, pour tout le monde»

A l'ouverture, hier, des travaux de la session ordinaire du bureau politique de son parti, Louisa Hanoune, SG et porte-parole du PT, n'a pas mâché ses mots pour fustiger le CNT libyen, «bras armé de l'impérialisme américain», et l'administration algérienne, qui a péché, dit-t-elle, en élaborant des avant-projets de lois ne cadrant pas avec les orientations du président Bouteflika.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Faisant plutôt comme la mouche du coche, elle a introduit le chapitre «situation politique internationale» en remarquant que les «révolutions des peuples sont aux portes de l'Europe», que la crise du capitalisme menace la cohésion de l'Union européenne même et que «le retrait de la Grèce pourrait provoquer l'éclatement de cette Union».

Ceci avant de lier les développements dans les pays arabes aux intentions hégémoniques des puissances capitalistes.

Pour elle, c'est le projet du Grand Moyen-Orient (GMO) annoncé par Bush en 2003 qui est en exécution, ni plus ni moins : «Nous n'avons jamais soutenu Kadhafi, et nous ne le soutiendrons pas. Mais, nous refusons l'ingérence étrangère.

Et si Kadhafi tue les civils, l'Otan et son bras armé, le CNT, soutenu par Al-Qaïda, tuent les civils aussi. Des armes à profusion circulent et infiltrent les frontières des pays du voisinage à l'aide des contrebandiers.

C'est le chaos. Situation qui sert les desseins des puissances impérialistes, les Etats-Unis et leurs multinationales en premier lieu. La Grande-Bretagne et la France ne sont que des sous-traitants.»

Ainsi, estime-t-elle, la position algérienne vis-à-vis de ce qui se passe en Libye est «juste, principielle, indépendante et courageuse». «Le gouvernement, ajoute-t-elle, ne doit pas reculer devant les pressions étrangères, le poussant à reconnaître le Conseil de transition libyen».

Ses arguments cadrent avec l'analyse faite par le gouvernement algérien : «Le CNT est un organe où cohabitent d'anciens pontes du régime de Kadhafi et d'anciens terroristes.

Ce qui se passe en Libye n'a rien d'une révolution d'un peuple. Nous n'avons pas vu des civils revendiquer quoi que ce soit. Plutôt, nous assistons à une guerre civile où des bandes armées occupent la rue.

Chaque jour, 4 000 Libyens fuient le pays à travers les frontières tunisienne et égyptienne. 25 000 réfugiés libyens se trouvent en Italie.

Si c'était une révolution ayant fait tomber le régime, ils seraient revenus chez eux. L'évidence est telle qu'il y a une quasi-unanimité de rejet des nouveaux tenants du pouvoir en Libye chez les citoyens algériens.»

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

Et d'annoncer que son parti est «en état d'alerte maximale» et mobilise ses troupes et la jeunesse pour s'opposer aux menaces qui guettent la nation.

«Un appel anonyme sur Facebook incite les Algériens à sortir dans la rue ce 17 septembre.

Cet appel est malveillant. Tous les appels anonymes sont malveillants. Qui nous certifie que ce n'est pas la CIA ou le Mossad qui sont derrière ?», s'interroge-t-elle.

«Le processus de réformes est très long, faites attention»

Dans son exposé de l'ordre du jour de cette session ordinaire du bureau politique de sa formation, Mme Hanoune s'est dite opposée au changement du système : «Nous sommes pour des réformes qui mènent à un changement démocratique véritable.»

Il fallait, continue-t-elle, commencer par changer la composante de l'actuelle Assemblée nationale populaire (APN) dont 20 % de ses membres sont des hommes d'affaires, qualité incompatible, à ses yeux, avec le mandat de député. Et ce, par l'élection d'une Assemblée constituante et la priorité doit être l'élaboration d'une nouvelle Constitution avant de légiférer quoi que ce soit.

S'agissant des nouveaux projets de lois adoptés par le tout dernier Conseil des ministres, ceux relatifs aux partis politiques, aux associations et à l'information, Mme Hanoune préfère attendre, dit-elle, que les textes échoient à l'APN pour formuler une position. «Les ministères ne suivent pas les orientations du président de la République.

Nous jugerons sur pièce. Et s'il n'y a pas de contradictions dans les textes, comme c'était le cas pour les lois sur le régime électoral, sur les incompatibilités», a-t-elle avancé avant d'exhorter le président à accélérer le rythme des réformes : «L'enjeu dicte au président d'annoncer des mesures hardies. Le processus des réformes est mené à un rythme long et ne permet pas le sursaut national souhaité.

Le président syrien aussi a annoncé des réformes mais, c'était un peu en retard. L'engrenage en cours l'avait rattrapé.» Et à la signataire du contrat de Sant'Egidio de faire cette déclaration, plutôt favorable au retour du FIS dissous : «L'ouverture politique doit être sans conditions pour que tout le monde participe au débat, seule voie pour aller vers un renouveau politique.»

L. H.